

La résistible ascension de Viktor Orbán

Mélodie Wegnez ■ Septembre 2017

Cette analyse a pour but de retracer l'évolution politique de Viktor Orbán, actuel Premier ministre hongrois ; les courants qui sous-tendent cette évolution et traversent l'Europe (effritement idéologique de la droite puis du modèle social-démocrate, menant à un besoin de trouver un créneau plus radical pour se démarquer politiquement ; incidence de la crise et de l'austérité, dévoilant les promesses non-tenues du modèle libéral ; désenchantement face au fonctionnement de l'UE ; tensions renouvelées entre UE et Russie), et les mécanismes des institutions européennes ayant permis l'avènement d'un tel régime au sein de l'UE. Comment Orbán a-t-il pu passer du statut de bon élève de l'UE, libéral et pro-européen, à celui de chantre de l'illibéralisme luttant contre les valeurs occidentales et cherchant à créer un état non-démocratique au sein de l'UE ? Pourquoi l'UE n'a-t-elle rien fait ou rien pu faire jusqu'ici pour l'en empêcher ? Y a-t-il réellement contradiction entre le libéralisme des débuts et l'illibéralisme d'aujourd'hui ? Comment résoudre « le problème hongrois », et éviter la contagion ?

1989-2002 : l'élève modèle ?

Quand Viktor Orbán apparaît sur la scène politique à la fin des années 80, c'est en fervent opposant au régime communiste, notamment en demandant la sortie des troupes soviétiques du territoire hongrois ; il lutte pour la chute du Mur de Berlin et un rapprochement avec l'Ouest. En 1998, il est élu premier ministre et confirme la bonne impression qu'il a faite en Europe en faisant entrer son pays dans l'OTAN l'année suivante ; il œuvre ensuite à son adhésion à l'UE, ce qui sera chose faite en 2004.

Rien ne semble résister à cet homme jeune qui veut faire table rase des élites (le parti qu'il a créé, le Fidesz, limite alors l'adhésion de ses membres aux moins de 35 ans), axe avec succès son programme sur le soutien aux classes moyennes (l'inflation baisse drastiquement, le pouvoir d'achat augmente), et est un ardent pro-européen, représentant l'espoir de tout un peuple : d'après le journaliste de France Inter Daniel Mermet, *« on voit l'espoir qu'a été celui des Hongrois vis-à-vis de la construction européenne : la plupart d'entre eux pensaient qu'ils allaient pouvoir effectivement échapper à ce que Daniel Bensaïd appelle la glu des origines, à cet attachement au terroir, à la terre, qui est souvent quelque chose de très noble mais qui est aussi un piège qui nous guette, qui nous aspire, qui nous attire et qui nous enterre lorsqu'on est dans ces situations de souffrance sociale et de marasme économique »*¹.

Dans son pays comme dans le reste de l'UE, Orbán est estimé et gravit rapidement les échelons, notamment au sein du PPE (groupe des partis de centre-droit européens) dont le Fidesz fait désormais partie. Cependant, si rien ne pourrait laisser présager l'ampleur des changements à venir, le social-libéral des débuts opère dès 1995 une première mue politique en faveur d'un programme conservateur « classique », un changement de cap qui coïncide avec la montée au pouvoir de la droite en Europe ; à point nommé, donc, pour se positionner avantageusement sur l'échiquier politique international. En fait, tout dans le contexte géopolitique international le pousse à l'ensemble de ces manœuvres : il y va de son intérêt, comme le rappelle le politologue Cas Mudde : *« les USA étaient de grands défenseurs des forces pro-occidentales dans la région, et l'UE était l'institution la plus révéérée d'Europe. Aucun leader d'Europe centrale ne pouvait se risquer à être exclus du processus d'accession »*². Un élève modèle, donc, mais qui n'en restera pas là en matière de repositionnement politique.

¹ Daniel Mermet, "Là-bas si j'y suis, la Hongrie en marche arrière" (2012), <http://la-bas.org/la-bas-magazine/les-archivesradiophoniques/2011-12/fevrier-516/la-hongrie-en-marche-arriere>

² Cas Mudde, "The EU has tolerated Viktor Orbán for too long. It has to take a stand now" (2017),

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/03/eu-tolerated-viktor-Orbán-hungarian-central-european-university>

2002 - 2010 : les enjeux d'une transformation

En 2002, le jeu des coalitions fait que le poste de premier ministre échappe à Orbán ; en 2006, il est vaincu par les socialistes au terme d'une campagne essentiellement axée contre lui. Le gouvernement met alors en place une politique d'austérité drastique qui sape complètement le pays, jusqu'à devoir faire appel au FMI en 2008. Des écoutes révélant que le chef du gouvernement a menti sur les chiffres de l'économie lors de sa campagne achèvent le parti, et c'est haut la main qu'Orbán remporte les élections de 2010. Mais durant ces années d'opposition, il s'est forgé une nouvelle identité d'homme fort et brutal « à la Poutine », subitement chrétien pratiquant et nationaliste : il rejette ainsi ceux qu'il estime ne pas concorder avec la tradition chrétienne de son pays, comme les musulmans, les homosexuels, les Roms, les juifs,... et se pose en défenseur contre les ingérences, qu'elles viennent de l'UE ou du FMI, dont le passage en Hongrie est loin d'avoir laissé de bons souvenirs à la population. L'axe économique du Fidesz a lui aussi changé de cible, puisque sa mesure phare consiste à instaurer le taux d'imposition fixe, cadeau classique aux plus riches.

On peut expliquer cette transformation par plusieurs points : d'une part, rappelons qu'en 1997 déjà, le socialiste français Christian Goux évoquait les risques d'une contamination de la droite par les idées d'extrême-droite, « *une contamination d'autant plus pernicieuse et dangereuse que la droite n'a plus de ciment idéologique* »³. Cette radicalisation par manque de consensus fort au sein de la droite « traditionnelle » est d'autant plus marquante dans les pays d'Europe centrale, d'après Sergio Cantone, chef d'édition adjoint à Euronews : « *ces pays se sont débarrassés du communisme, mais n'ont pas eu toutes ces années où s'est développée en Europe de l'Ouest une culture politique et sociale de tolérance (même si c'est de moins en moins le cas maintenant). Et donc ils sont arrivés, farouchement anti-communistes, mais ayant en même temps peur des idéaux exprimés par la démocratie libérale. Et il faut rappeler qu'auparavant, la polarisation entre droite et gauche était plus forte : les socialistes étaient plus à gauche qu'actuellement, et la droite était beaucoup plus conservatrice que maintenant.* »

Donc il faut aussi considérer le temps d'évolution historique des pays : Orbán est d'une droite conservatrice non-fasciste qu'on a connue ici il y a trente ans, qui refuse certaines choses qu'on considère maintenant comme acquises. »

Mais si certaines valeurs que prône l'UE peuvent entrer en contradiction avec les tabous de la droite conservatrice « traditionnelle », qu'en est-il de l'antisémitisme à peine voilé des attaques de plus en plus nombreuses du Fidesz envers le milliardaire philanthrope progressiste George Soros, et plus généralement de ses charges violentes contre la presse ? Le journaliste anglais Nick Cohen développe : « *la plupart des dons de Soros ne sont pas destinés à financer des politiciens, mais des valeurs que les conservateurs assuraient partager dans le passé : la transparence, des élections libres, la liberté d'expression et une presse libre. Au lieu de les faire respecter, la faction dominante de la droite s'est tournée vers un nationalisme qui traite l'opposition comme une trahison* »⁴.

³ Laurent D'Altoe, « Extrême droite : L'éternel retour ? », CEPAG (2014)

⁴ Nick Cohen, "The dirty tricks that demonise George Soros" (2017)

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/15/dirtytricks-demonise-george-soros>

En somme, la tendance de la droite à chasser sur les terres de l'extrême-droite va plus loin que la seule intransigeance vis-à-vis de tabous précis. Le Fidesz 2.0 profite en fait d'un créneau resté libre dans le paysage politique de la Hongrie d'alors, et Orbán s'y engouffre, avide de se refaire une image.

Mais le paysage politique hongrois n'est peut-être pas seul à l'origine de la décision d'Orbán de changer de cap politique à cet instant précis : en effet, il amorce une tendance qui va se généraliser dans les années suivantes ; Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'étude des États-nations, propose le concept de "national-libéralisme" dont la description colle parfaitement au Fidesz, avec son mélange de thèses d'extrême-droite et de fiscalité avantageant les plus riches : « *il n'y a aucune contradiction politique ou historique entre ces termes (national et libéral). Le triomphe de l'idéologie néolibérale du marché, depuis les années 1980, a dépolitisé le débat, au centre de l'échiquier, autour du consensus mou de la nécessaire « réforme » de l'économie. Malheureusement, ce sont les identitaristes de tout poil qui l'ont repolitisé à leur manière.(...) C'est le nationalisme pour les pauvres, et le libéralisme pour les riches. On jette en pâture le nationalisme, l'identité, aux pauvres. Et les riches jouissent du libéralisme économique et financier. Sarkozy, Fillon, Poutine, Cameron, May, Erdogan, mais aussi Ahmadinejad en Iran, correspondent bien à ce profil. (...) Il faut aussi bien voir que l'émergence du national-libéralisme correspond au passage d'un monde d'empires, qui gouvernaient par administration indirecte de la différence, à l'image de l'Empire ottoman ou de l'Empire des Habsbourg, et même, d'une certaine manière, des empires coloniaux européens, à un système d'États-nations qui véhiculent une administration directe de l'unification culturelle et une définition ethno-confessionnelle de la citoyenneté* »⁵.

Et pour ceux qui n'auraient pas tiqué en voyant élire un gouvernement sur de telles propositions au sein même de l'UE, la suite va prouver qu'Orbán est prêt à tenir chacune de ses promesses de campagne.

2010 - 2016 : glissement vers l'autoritarisme, opposition inopérante

Durant les deux mandats qui suivent, Orbán va mettre en place un système de protection : pour ce qui est de la politique intérieure, il met toutes les chances de son côté dès 2011 en créant une loi électorale disant que chaque bulletin de vote qui n'a pas été utilisé pour gagner dans des circonscriptions revient à la liste du parti gagnant ; les votes des candidats perdants ne sont, eux, pas doublés... Ce système de « vote compte double » associé au redécoupage des circonscriptions lui assure une confortable majorité avec seulement 1,5 millions de votes favorables.

Et de un.

Ensuite, il jugule le pouvoir des institutions hongroises en les asphyxiant pour mieux les contrôler : par exemple, les universités sont désormais sous-financées par l'Etat, et doivent donc se tourner

⁵ Maxime Combes, "Trump, Poutine, Erdogan, Le Pen : « C'est le nationalisme pour les pauvres et le libéralisme pour les riches »" (2017) <https://www.bastamag.net/Trump-Poutine-Erdogan-Le-Pen-C-est-le-nationalisme-pour-les-pauvres-et-le>

vers des investisseurs privés, avec en tête la Banque nationale de Hongrie (MNB). Seulement, Orbán a pris soin de confier la MNB à l'un de ses proches... Les universités sont donc « *obligées d'adhérer aux desiderata ouverts ou implicites du donateur pour obtenir un financement, ce qui met en péril leur autonomie* », comme l'explique le comité économique de l'Académie des sciences⁶. Ainsi, Orbán place ses proches à la tête des empires des médias, de la publicité, de la construction, de l'énergie... Proches qui le lui rendent bien : on apprend ainsi que la MNB achète des bons d'Etat via les fondations qu'elle a créées, finançant donc le gouvernement, ce qui est évidemment illégal. La MNB va jusqu'à acheter la Bourse de Budapest : « *il n'y a que des pays comme la Chine où le gouvernement est propriétaire de la Bourse, et peut manipuler les cours ! Si on n'a pas mis noir sur blanc dans les traités européens que c'était interdit, c'est parce que personne ne pensait qu'un Etat membre ferait une chose pareille* » juge Lajos Bokros, professeur à l'Université d'Europe centrale (CEU) et ancien ministre de l'économie sous un gouvernement socialiste-libéral. Les scandales de corruption se multiplient, mais Orbán remplit son objectif : dans de telles conditions, l'opposition civile a bien du mal à s'exprimer.

Et de deux.

Quant aux partis d'opposition, ils sont en miettes : eux-mêmes englués dans des scandales de corruption, ils n'arrivent ni à se réformer ni à créer de coalition. Pire, le seul qui émerge est le néo-nazi Jobbik ; depuis qu'il a opéré le même lifting que la plupart des partis d'extrême-droite, cherchant à se composer une respectabilité, ses scores ne font qu'augmenter (plus de 20% aux dernières législatives). La contre-attaque du Fidesz consiste à radicaliser d'autant plus ses positions: outre un discours de plus en plus outrancier envers les minorités et l'UE, il se met à réformer la Constitution dans un sens toujours plus extrême : mariage hétérosexuel uniquement, limitation du droit à l'avortement, de la liberté de la presse, de la justice, de l'indépendance des ONG et des universités, déclaration de l'état d'urgence pour cause de “menace terroriste” et “immigration massive”, permettant au gouvernement de « *restreindre la liberté de mouvement dans le pays ; geler les avoirs d'états, individus, organisations et entités légales ; interdire ou restreindre des événements ou assemblées publiques ; et appliquer des mesures spéciales non-définies pour prévenir le terrorisme, sans supervision de la justice ou du parlement au complet. Un tel état d'urgence permet également aux forces de sécurité d'utiliser des armes à feu dans des circonstances allant bien au-delà de ce qui est permis par la loi et les standards internationaux* »⁷.

En effet, s'il y a bien un point sur lequel Orbán s'investit, c'est l'immigration. Le journaliste hongrois Sándor Zsíros explique : « *début 2015, le Fidesz a conduit une grande enquête par téléphone, en secret, demandant aux gens quelles étaient leurs craintes ; il en est ressorti que beaucoup de Hongrois avaient peur des musulmans et de l'immigration illégale. Et déjà à l'époque, des rapports des services secrets indiquaient qu'une grande vague migratoire allait arriver depuis la Turquie, et qu'elle frapperait la Hongrie. Immédiatement, Orbán et son cercle ont décidé de construire une campagne là-dessus, pour gagner du soutien populaire. Donc oui, absolument toutes ses actions sont basées sur les peurs des gens ; il conduit ces enquêtes régulières en se basant uniquement sur ce que les gens ont envie de voir, c'est du populisme tout craché* ». De fait, les mesures d'Orbán

⁶ Florence La Bruyère, “En Hongrie, Viktor Orbán ou la crème de l'extrême” (2016),

http://www.liberation.fr/planete/2016/05/20/enhongrie-viktor-Orbán-ou-la-creme-de-l-extreme_1454147

⁷ Amnesty International, “Hungary 2016/2017” (2017) <https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/hungary/reporthungary/>

autant que ses paroles sont d'une brutalité rare, et lanceront la tendance du débat anti-immigration en Europe : en 2015, il fait construire une clôture barbelée sur toute la frontière sud du pays, et y fait patrouiller des milliers de policiers et militaires. Les exactions des forces de l'ordre, attestées par les ONG présentes sur place, sont niées par le gouvernement, qui va plus loin en 2016 en promulguant une loi organisant la détention des réfugiés dans des parcs à containers cargo, le temps de leur procédure de demande d'asile.

Parallèlement, Orbán opère un rapprochement avec la Russie, notamment via une politique d'approvisionnement en gaz, en pétrole et en énergie nucléaire. Les ennemis d'hier sont maintenant si proches que la Hongrie dépend de la Russie pour son approvisionnement en énergie, ce qui fait grincer les dents dans le pays, mais Orbán reste protégé par le système qu'il a mis en place. Les tensions grandissantes entre UE et Russie font penser que, s'il s'agit d'un jeu dangereux, on comprend l'intérêt d'un pays situé en pleine zone tampon entre les deux grandes puissances à tenter de ménager la chèvre et le chou. Par ailleurs, ce rapprochement est aussi idéologique, et hautement profitable à la Russie : les sujets de discorde qui divisent aussi les pays occidentaux sont présentés comme la pierre d'achoppement des démocraties libérales : *« il s'agit d'une stratégie de défense : le seul moyen qu'a le pouvoir russe de surmonter sa propre vulnérabilité stratégique, c'est d'affaiblir les autres systèmes. On a constaté que les médias ou les partis populistes étaient des éléments que l'Occident avait précisément utilisés dans le but de s'assurer une influence dans l'évolution des pays post-soviétiques mais aussi pour instaurer la démocratie et des sociétés libres. Aujourd'hui, ces éléments sont détournés et instrumentalisés afin d'affaiblir les sociétés libres et démocratiques »*, explique Stefan Meister de l'Institut Allemand de Politique Etrangère⁸. Sur ce point également, le retournement d'Orbán est donc explicable.

Et l'UE face à tout cela ? La Commission Européenne tente bien de réagir sur le plan législatif, sans succès : *« elle critique une loi, trouve un point particulier qui pose problème, Orbán change ce point, mais toute la structure, tout le système reste le même en Hongrie, et ce système est basé sur un seul homme, qui a tout le pouvoir »* d'après Sándor Zsíros. Martin Schulz, alors président du Parlement Européen, fait son possible mais le PE n'a pas de pouvoir décisionnel ; quant au PPE, il rechigne à sanctionner un allié de poids, et la faible représentation des autres groupes à des postes-clés (et disposant d'une capacité décisionnelle) des institutions assure une parfaite tranquillité à Orbán qui creuse son trou, aidé par ses alliés du groupe de Visegrad, particulièrement la Pologne. Sa lenteur relative sur le chemin du radicalisme et l'attitude benoîte qu'il adopte à Bruxelles aideront aussi, pendant longtemps, certains acteurs à se voiler la face quant à la mesure du danger. Et quand on fait remarquer à Orbán que son parti prend de plus en plus des allures d'extrême-droite, il répond que c'est la seule façon d'empêcher le Jobbik d'atteindre le pouvoir, même si les chiffres du Jobbik, constamment en progression, démontrent le contraire. Ainsi, la peur d'un gouvernement ouvertement néo-nazi au sein de l'UE permet à Orbán de maintenir le statu-quo.

⁸ Rainer Fromm, documentaire "Fans de Poutine", MDR – Arte (2017)

2017: perte de soutiens internes, changement de stratégie de l'UE et remous dans le contexte internationale.

Du pour et du contre pour Orbán

A l'approche des élections hongroises de 2018, la situation se complique pour Orbán : d'une part, son ex-grand ami et co-fondateur du Fidesz, Lajos Simicska, le lâche après qu'Orbán ait tenté de l'évincer du parti ; dorénavant, Simicska soutient tout pouvoir à même de déstabiliser le Fidesz, surtout le Jobbik ; or, Simicska dirige un grand groupe de médias, est un magnat de la construction et propriétaire de la plus grande entreprise de panneaux publicitaires du pays : du pouvoir, il en a.

Orbán tente de parer le coup en créant le nouveau groupe de médias MMG, piloté par ses alliés. Par ailleurs, les mouvements civils (majoritairement constitués de jeunes) gagnent de l'ampleur, surtout depuis l'attaque contre la CEU ; Sándor Zsíros développe : « *le Fidesz n'a plus la cote auprès des jeunes : c'est un danger pour Orbán à moyen ou long terme. Pour ces élections-ci, ça ira pour lui grâce au système électoral qu'il a mis en place. En ce moment, Orbán laisse de côté les électeurs de Budapest, qui sont plus libéraux et anti-Orbán ; il tente d'influencer les électeurs de zones rurales, comme Marine Le Pen en France. Il vise les moins éduqués, plus facilement influençables, qui ont plus peur de l'immigration, les retraités (qui sont une base pro-Orbán énorme) et il peut facilement arriver à un nombre suffisant de votes ainsi. Mais ces manifestations pourraient devenir un phénomène très dangereux pour Orbán, bien plus que le Jobbik qui a maintenant du mal à trouver ses propres sujets de campagne. Si le système mis en place par Orbán vient à s'écrouler, il y aura certainement nombre de procès contre lui, que ce soit pour des questions de corruption ou concernant la façon dont les relations ont été nouées avec la Russie ; il a de quoi être inquiet, et il essaie de verrouiller toute possibilité de contestation.* »

Du côté de l'UE, 2017 a vu un véritable changement de stratégie : au lieu d'attaquer sur le plan législatif, les institutions tentent maintenant une démarche politique. En amont de la convocation d'Orbán au PE le 26 avril, appelé à s'expliquer de sa nouvelle campagne sobrement intitulée « Arrêtons Bruxelles ! », le président de la Commission Jean-Claude Juncker lance une conversation avec le PPE, au sein duquel de plus en plus de membres appellent à l'exclusion du Fidesz.

Le 26 avril, c'est carrément Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission, qui mène le réquisitoire contre Orbán, du jamais-vu. Comme à son habitude, Orbán fait patte blanche à Bruxelles avant de rentrer en Hongrie en affirmant avoir une fois de plus défendu son pays contre l'UE. Mais cette fois, les choses se passent différemment : le 17 mai, le PE vote une résolution appelant à la préparation de l'Article 7, la fameuse « bombe nucléaire » suspendant de ses droits de vote un pays membre ne respectant pas les valeurs de l'UE ; le 13 juin, la Commission lance une procédure d'infraction contre la Hongrie, la République Tchèque et la Pologne pour ne pas respecter les quotas de migrants ; le 11 juillet, le PE lance une enquête pour déterminer si la Hongrie bat en brèche les valeurs de l'Union ; le 13 juillet, nouvelle procédure d'infraction, cette fois concernant la loi sur les ONG ; le 26 juillet, la Cour de Justice de l'Union Européenne rejette l'appel de la Hongrie et de la Slovaquie contestant la relocalisation obligatoire de demandeurs d'asile au sein de l'UE. Et pourtant, d'aucuns estiment que cette déflagration de représailles n'a aucune chance d'aboutir, parmi eux l'eurodéputée socialiste Kati Piri : « *pour décider de quoi que ce*

soit dans l'UE, il faut l'accord à l'unanimité des états membres, le Conseil : et avec deux états aux mêmes lignes autoritaires, la Hongrie et la Pologne, ça ne se fera jamais. En définitive, on assiste là aux limites du pouvoir de l'UE : si nous disposons d'outils efficaces pour, si besoin, infléchir les positions d'un gouvernement lors de sa demande d'adhésion, le cas ne s'était jusqu'ici jamais présenté pour un Etat déjà membre. Je pense qu'il est temps d'arrêter de dépenser son énergie à tenter d'infléchir la politique d'un gouvernement qui compte très clairement continuer à camper sur ses positions ; il est temps d'investir cette énergie dans le soutien au peuple hongrois, car c'est ce peuple qui peut choisir de changer de gouvernement lors des élections ». Situation certes paradoxale puisqu'il s'agira d'aider en coulisses un peuple à abattre un membre du « cénacle » contre lequel les institutions elles-mêmes ne peuvent rien, ou presque.

En définitive, le seul organisme qui ait réellement le pouvoir de faire quelque chose est celui qui, jusqu'à présent, est le moins prompt à se lancer : le PPE. « Le manque de fermeté du PPE a clairement profité à Orbán », dénonce Kati Piri : « mais comment continuer à justifier la présence du Fidesz au sein de l'alliance des partis de centre-droit ? Le PPE a jusqu'ici toujours accepté l'explication d'Orbán, à savoir qu'il fallait s'accommoder de lui si l'on ne voulait pas voir la victoire du Jobbik. Mais cet argument a fait son temps : à l'heure actuelle, je ne vois plus tellement de différences entre Fidesz et Jobbik. Il est donc temps que le PPE prenne ses responsabilités, quels qu'aient été les mérites passés de M. Orbán lors de la transition de son pays entre le communisme et l'adhésion à l'UE, ou son poids passé et présent au sein du groupe. Je trouve d'ailleurs très symptomatique le tweet de Geert Wilders, disant que le Fidesz est le bienvenu dans le groupe nationaliste dont il fait lui-même partie, tout comme le FN : de fait, le Fidesz y serait bien plus à sa place ». Invitation en effet tout à fait appropriée, même s'il est à peu près certain qu'Orbán se refuserait à l'accepter : Wilders et lui représentent deux visions très différentes de la politique, Wilders étant un pur idéologue et se contentant volontiers de la position d'opposant politique, d'où il peut à loisir influencer le débat sans pour autant assumer les responsabilités du pouvoir ; Orbán a prouvé qu'il était tout le contraire, prêt à défendre toute idéologie lui permettant de conserver le pouvoir. Rejoindre un groupe minoritaire et décrié, si proche soit-il de la ligne qu'il défend lui-même actuellement, serait un suicide politique.

Mais au demeurant, les attaques répétées de l'UE à son égard ne nourrissent-elles pas le discours d'Orbán, lui qui est si prompt à se poser en victime ? « Les deux scénarios tournent en fait à l'avantage d'Orbán, parce que si Bruxelles attaque la Hongrie, il peut se poser en défenseur de la souveraineté hongroise ; si rien ne se passe et qu'on maintient le statu-quo, il peut continuer son double discours actuel, où il dit des choses très différentes à Bruxelles et en Hongrie », analyse Sándor Zsíros.

Du côté du contexte international, on observe également des changements : Emmanuel Macron a gagné les élections françaises, lui qui s'est clairement prononcé contre les dérives de la Hongrie et de la Pologne ; les élections allemandes de l'automne verront quant à elles s'affronter Angela Merkel et Martin Schulz, un fervent opposant à Orbán. La chance serait-elle en train de tourner ?

D'après Kati Piri, « cela aurait représenté un changement pour Orbán si Le Pen avait été élue, car cela aurait grandement renforcé sa position populiste et nationaliste au sein de l'UE ; mais l'élection de Macron ne changera pas la donne, quelle que soit la fermeté de ses positions quant aux gouvernements hongrois et polonais. De même, si Schulz venait à être élu en Allemagne, si dur soit-il dans sa position envers Orbán, il ne fait pas partie du PPE et ne peut donc pas agir à ce niveau :

l'un comme l'autre, ils ne peuvent agir que dans les limites de la représentation des états membres au sein du Conseil, et sans l'adhésion de tous les états, leur position seule ne changera rien. Schulz aurait d'autant moins la capacité d'influencer le débat que le chancelier allemand a aussi pour rôle d'assurer la cohésion de l'UE : il ne lui est pas aussi facile que pour les Pays-Bas par exemple de se cantonner à une politique et des vues propres. Il est donc d'autant plus dépendant des autres états et ne peut se permettre de se mettre en porte-à-faux ». Par ailleurs, d'autres nouveaux pouvoirs auraient plutôt tendance à aller dans le sens d'Orbán : « Dans sa lutte contre "l'argent, les médias, la gouvernance globale et une société ouverte globalisée" - une référence très claire à Soros, avec des intonations antisémites à peine masquées – Orbán se sent renforcé par les nouveaux pouvoirs en place au Royaume Uni et aux USA, tout en profitant de la couverture politique continue du PPE, le groupe politique le plus puissant de l'UE », rappelle Cas Mudde.

Cependant, Orbán semble aux abois : comment sinon expliquer sa tentative, fin juillet, de se rapprocher du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, alors même qu'il attise l'antisémitisme dans son pays et négocie avec l'Iran ? Les deux hommes, au demeurant, entretiennent une ressemblance certaine : deux hommes forts qui voient peu à peu leurs alliés se détacher d'eux et leur situation s'avérer instable tant sur le plan national qu'international. Il n'est dès lors pas étonnant qu'ils soient prêts à se rapprocher, autour d'un rétrécissement identitaire qui est leur axe commun.

Conclusion & perspectives géopolitiques

Orbán aura montré deux choses : la première, c'est qu'il connaît parfaitement le fonctionnement de l'Europe et de ses institutions, lui qui expliquait, concernant la gestion par celle-ci des crises qui la traversent, qu'elle est « toujours en train de réagir, réagir, crise après crise, au lieu d'avoir un plan »⁹. Il est intéressant de noter que c'est précisément ce modus operandi qu'il a su utiliser à son avantage. La seconde, c'est qu'il faut reconnaître qu'il a un instinct très sûr : il a joué la carte du libéralisme quand c'était tendance, mais quand l'espoir libéral a tourné au vinaigre avec les crises économiques et la révélation qu'être membre de l'UE n'assure pas forcément de croissance économique ou de poids politique comparables à ceux de l'Allemagne, Orbán a exploré ses possibilités pour réformer son parti en proie au danger d'invisibilité sur la scène politique nationale et internationale : la droite était, depuis des décennies, en proie à une perte de ciment idéologique totale, la gauche traditionnelle voyait son modèle social-démocrate mis à mal face à la réalité du libéralisme économique et n'arrivait pas à résoudre ses contradictions grandissantes (la scission des partis socialistes européens entre leurs axes gauche et droit en est la preuve), on assistait à un essoufflement généralisé de partis vieillissants, générant toujours peu ou prou la même ligne d'actions ; Orbán a alors identifié un créneau libre, le national-libéralisme, et s'y est engouffré sans souci de contradiction. De fait, quand on analyse cette métamorphose, elle n'est plus si surprenante, puisqu'on dépasse l'impression première de dichotomie entre libéralisme et nationalisme : « depuis deux siècles, la globalisation repose sur la mondialisation économique et financière, sur l'universalisation de l'État-nation et sur les idéologies de repli identitaire », rappelle Jean-François Bayart. C'est une évolution assez naturelle, ce qui est d'autant plus inquiétant car

⁹ Matthew Kaminski, 'All the terrorists are migrants' (2015), <http://www.politico.eu/article/viktor-Orbán-interview-terrorists-migrants-eurussia-putin-borders-schengen/>

cela met à mal l'idée que le cas hongrois n'est qu'un incident isolé et non-reproductible en-dehors d'Europe centrale : le libéralisme économique porte en lui tous les ingrédients qui peuvent mener à cette dérive autoritaire.

Il ressort également de cette analyse qu'Orbán a été grandement aidé par la force d'inertie de l'UE, qui n'a pas pensé à se pourvoir d'outils pour faire face à ce genre de situations de la part d'un état-membre (qu'il est terrible de constater l'existence de ce refrain : « pourquoi n'avoir rien fait avant ? Parce qu'on ne pensait pas qu'une dérive pareille était possible ») ; par ailleurs, Orbán aura pris soin de rendre a priori indispensable au plus gros pouvoir politique de l'UE, le PPE : preuve s'il en est que l'UE est grevée de politiques partisans.

De par ses prises de position et son franc-parler volontairement outrancier, Orbán s'est assuré une visibilité hors-normes dans le paysage politique de son pays et de l'UE, particulièrement sur la question de l'immigration, qu'il a occupée dès ses premiers soubresauts avec une brutale inflexibilité qui a fait école depuis ; chose rarissime pour un dirigeant ne venant pas d'Europe de l'Ouest, il est ainsi devenu un véritable initiateur de tendances au sein de l'UE, ce qui ne fait que renforcer son prestige auprès de ses partisans et des dirigeants qui ne demandent qu'à appliquer la même recette. Le danger est réel et déjà en train de se concrétiser, le groupe de Visegrad ne cessant de monter le ton et de devenir petit à petit une « cinquième colonne » russe au sein de l'UE ; plus généralement, on constate l'imprégnation des idées d'extrême-droite dans presque toutes les familles politiques. Enfin, *« il faut aussi arrêter cette autre vague de populisme qui conduit de plus en plus de personnes au sein de nos pays à penser que ces peuples ne correspondent pas à nos valeurs, qu'il n'aurait jamais fallu les accepter au sein de l'UE : il ne faut jamais confondre un peuple et son gouvernement, car cela revient à l'abandonner aux prises avec ce gouvernement »*, rappelle Kati Piri.

Il est clair que nos pays ont besoin de refonder les lignes des partis et de redéfinir les valeurs de l'UE, de créer de nouveaux outils non seulement contre des états-membres qui sortiraient du droit chemin mais aussi – surtout ? - contre le monopole d'un groupe sur toutes les institutions. Il faut aussi réfléchir à ce problème de machine tellement énorme qu'elle s'encombre elle-même, mais comment, sans endommager la démocratie ? Il est temps aussi, évidemment, de cesser de se voiler la face quant aux conséquences du libéralisme économique, et à sa nature profonde : ne mélange-t-on pas tout en confiant à un système économique le soin de dicter des valeurs morales ?

Bibliographie

Articles et études :

- Marton Dunai, « *Estranged from media mogul friend, Hungary PM seeks new allies* » (2015),
<http://www.reuters.com/article/us-hungary-media-governmentidUSKBN0NX0VP20150512>
- Reuters, « *After split from ally, Hungary's Orbán strives to muster media muscle* » (2016),
<http://www.todayonline.com/world/after-split-ally-hungarys-Orbán-strivesmuster-media-muscle>
- Sean Lambert, « *The Fury of an Oligarch Scorned* » (2015),
<https://theorangefiles.hu/2015/02/08/the-fury-of-an-oligarch-scorned/>
- Sean Lambert, « *Hungary and the Great Migration* » (2015),
<https://theorangefiles.hu/2015/09/10/hungary-and-the-great-migration-anatomy-of-an-impending-conflict/>
- James Kirchick, « *Missing the Point: Hungarian Leader Whitewashes Anti-Semitism* » (2013),
<http://www.spiegel.de/international/europe/prime-minister-viktor-Orbán-downplays-rising-anti-semitism-in-hungary-a-898319.html>
- Zoltán Kovács, « *Meet Lajos Simicska: Fidesz's enigmatic oligarch* » (2015),
<http://budapestbeacon.com/politics/meet-lajos-simicska-fideszs-enigmaticoligarch/19187>
- George Szirtes, « *Ask Hungary's young people whether Europe still matters* » (2017),
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/29/hungary-europestill-matters-eu-viktor-Orbán>
- Nick Cohen, « *The dirty tricks that demonise George Soros* » (2017),
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/15/dirty-tricks-demonisegeorge-soros>
- Cas Mudde, « *The EU has tolerated Viktor Orbán for too long. It has to take a stand now* », (2017),
<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/apr/03/eutolerated-viktor-Orbán-hungarian-central-european-university>
- Patrick Donahue, Ian Wishart, « *Merkel, Orbán Clash on Refugees, Laying Bare European Disunity* » (2017), <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-03-30/merkel-Orbán-clash-on-refugees-laying-bare-european-disunity>
- Nikolaj Nielsen, « *Hungary's Orbán stonewalls US corruption allegations* » (2014),
<https://euobserver.com/justice/126244>

- Matthew Kaminski, « *All the terrorists are migrants* » (2015), <http://www.politico.eu/article/viktor-Orbán-interview-terrorists-migrants-eu-russiaputin-borders-schengen/>
- Florence La Bruyère, « *En Hongrie, Viktor Orbán ou la crème de l'extrême* » (2016), http://www.liberation.fr/planete/2016/05/20/en-hongrie-viktor-Orbán-ou-la-creme-del-extreme_1454147
- Marton Dunai, « *Hungarian opposition struggles to build on anti-Orbán sentiment* » (2017), <http://www.reuters.com/article/us-hungary-soros-politics-opposition-anaidUSKBN17S1FB>
- Jacopo Barigazzi, Quentin Ariès, « *5 ways the EU could send a message to Viktor Orbán* » (2017), <http://www.politico.eu/article/5-ways-eu-could-send-viktor-Orbánmessage/>
- Eszter Zalan, « *Hungary's university protests, a path for change?* » (2017), <https://euobserver.com/beyond-brussels/137600>
- Christopher Adam, « *Viktor Orbán promises violence against protesters in Easter interview* » (2017), <http://hungarianfreepress.com/2017/04/17/viktor-Orbánpromises-violence-against-protesters-in-easter-interview/>
- Rachel Knaebel, « *Ce que fait réellement l'extrême droite quand elle arrive au pouvoir en Europe* » (2017), <https://www.bastamag.net/Ce-que-fait-reellement-lextreme-droite-quand-elle-arrive-au-pouvoir-en-Europe>
- Maxime Combes, « *Trump, Poutine, Erdogan, Le Pen : «c'est le nationalisme pour les pauvres et le libéralisme pour les riches»* » <https://www.bastamag.net/Trump-Poutine-Erdogan-Le-Pen-C-est-le-nationalisme-pour-les-pauvres-et-le>
- Matthias Krupa, Heinrich Wefing, Ulrich Ladurner, « *Wie gefährlich sind diese Männer für Europa, Herr Timmermans?* » (2017), <http://www.zeit.de/2017/19/polenungarn-eu-kommission-frans-timmermans-viktor-Orbán-jaroslav-kaczynski>
- László Kövér, « *Commissioner calls on Hungary's National Assembly to reject law on foreign-funded NGOs* » (2017), <http://www.coe.int/en/web/commissioner/-/commissioner-calls-on-hungary-snational-assembly-to-reject-law-on-foreign-funded-ngos>
- Sarah White, « *French would-be president Macron says would seek Poland sanctions* » (2017), <http://uk.reuters.com/article/uk-france-election-polandidUKKBN17T362>

- Margaretha Kopeinig, « *Asylcamp in Ungarn: "Das hier ist ein Gefängnis"* » (2017), <https://kurier.at/politik/ausland/asylcamp-in-ungarn-das-hier-ist-eingefaengnis/262.697.370>
- AFP, « *Hongrie : contre les dérives, l'article de la dernière chance* » (2012), http://www.liberation.fr/planete/2012/01/18/hongrie-contre-les-derives-l-article-de-laderniere-chance_789360
- Communiqué de presse de la Commission Européenne, « *Relocation: Commission moves to next stage in infringement procedures against the Czech Republic, Hungary and Poland* » (2017), http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-2103_en.htm
- Ivana Kottasová, « *Why is Hungary waging a campaign against George Soros?* » (2017), <http://money.cnn.com/2017/07/11/news/george-soros-hungary-antisemitismmigration/index.html>
- Lili Bayer, « *Viktor Orbán's former BFF vows to take down Fidesz* » (2017), <http://www.politico.eu/article/viktor-Orbán-s-former-bff-vows-to-take-down-fidesz/>
- Amnesty International, « *Annual Report: Hungary 2016/2017* » (2017), <https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/hungary/reporthungary/>
- Amnesty International, « *Hungary: container camp bill is flagrant violation of international law* » (2017), <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/03/hungary-container-camp-bill-isflagrant-violation-of-international-law/>
- Luke Waller, « *Viktor Orbán, the conservative subversive* » (2016), <http://www.politico.eu/list/politico-28/viktor-Orbán/>
- Lili Bayer, « *Orbán's (big) mouth* » (2017), <http://www.politico.eu/article/viktor-Orbán-big-mouth-zoltan-kovacs-hungary-government/>
- Florence La Bruyère, « *Hongrie: Viktor Orbán et Vladimir Poutine, les nouveaux amis* » (2015), <http://www.rfi.fr/europe/20150217-hongrie-russie-Orbán-poutinevisite-rosatom-nucleaire-gaz/>
- Dan Bilefsky, « *Socialists in Hungary Are Ousted in Elections* » (2010), <http://www.nytimes.com/2010/04/26/world/europe/26hungary.html>
- AFP, Belga, « *L'armée autorisée à tirer sur les migrants en Hongrie: "Ils fuient les balles pour risquer celles d'Orbán"* » (2015), <http://www.lalibre.be/actu/international/l-armee-autorisee-a-tirer-sur-les-migrantsen-hongrie-ils-fuient-les-balles-pour-risquer-celles-d-Orbán-560018e635700fb92f11dc1c>

- Maïa de La Baume, « *MEPs increasingly back kicking Viktor Orbán out of EPP* » (2017), <http://www.politico.eu/article/viktor-Orbán-europe-meps-increasingly-backkicking-out-of-epp/>
- Communiqué de presse du Parlement Européen, « *Droits fondamentaux en Hongrie: les députés en appellent au déclenchement de l'article 7* » (2017), <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/20170511PR74350/droitsfondamentaux-en-hongrie-les-deputes-pour-le-declenchement-de-l-article-7>
- Communiqué de presse de la Commission Européenne, « *“Stop Brussels”: European Commission responds to Hungarian national consultation* » (2017), https://ec.europa.eu/commission/publications/stop-brussels-european-commission-responds-hungarian-national-consultation_en
- Frans Timmermans, « *Opening remarks of First Vice-President Frans Timmermans in the European Parliament debate on Hungary* » (2017), http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-17-1118_en.htm
- Hari Kunzru, « *The Frightening Hungarian Crackdown* » (2013), <http://www.newyorker.com/books/page-turner/the-frightening-hungarian-crackdown>
- Anne Applebaum, « *Anti-Semite And Jew: The double life of a Hungarian politician* » (2013), <http://www.newyorker.com/magazine/2013/11/11/anti-semiteand-jew>
- Dominique Albertini, BIG, « *Extrême droite: de la Finlande à la Grèce, la dérive européenne* » (2016), http://www.liberation.fr/france/2016/05/20/extreme-droite-dela-finlande-a-la-grece-la-derve-europeenne_1454129
- Céline Lussato, « *HONGRIE. Les néonazis du Parlement européen* » (2014), <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/elections-europeennes2014/20140513.OBS6981/hongrie-les-neonazis-du-parlement-europeen.html>
- Laurent D'Altoe, « *Extrême droite : L'éternel retour ?* » (2014), CEPAG
- Laurent D'Altoe, « *Géopolitique : derrière les apparences...* » (2016), CEPAG
- Laurent D'Altoe, « *Extrême droite : Le grand brouillage* » (2016), CEPAG

Emission radiophonique :

- Daniel Mermet, « *Là-bas si j'y suis* », série « *La Hongrie en marche arrière* », France Inter (2012), podcast consultable à l'adresse <https://la-bas.org/la-basmagazine/les-archives-radiophoniques/2011-12/fevrier-516/la-hongrie-en-marchearriere>

Reportages :

- Jonas Dunkel, Marianne Skorpis, Baptiste Cogitore, Katia Beau, web-série «*Les euro-Trump*», segment «*Viktor Orbán, l'anti-libéral* » (2017), <https://www.arte.tv/fr/videos/RC-014718/les-euro-trump/>
- Rainer Fromm, «*Fans de Poutine* » (2017), MDR – Arte
- Katrin Materna, «*Le populisme à la barre* » (2017), MDR – Arte
- Samuel Lajus, «*Les Roms, des citoyens comme les autres ?* » (2017), Arte France
- Mélisande Films

Entretiens réalisés personnellement :

- Entretien réalisé avec Sergio Cantone le 26 avril 2017
- Entretien réalisé avec Sándor Zsíros le 26 avril 2017
- Entretien réalisé avec Kati Piri le 10 mai 2017